

# LES FRANÇAIS ET L'ARMÉE

**Henri Mendras**

**D**ans les dix ans qui viennent de s'écouler, les armées ont vécu, avec une singulière aisance, une triple et profonde mutation.

En 1996, la suppression du service militaire transformait radicalement leur rôle dans la nation et leur fonctionnement interne. Traditionnellement chargés d'instruire les citoyens dans le métier des armes pour les préparer à défendre le sol national, les officiers et les sous-officiers sont devenus des professionnels des armes, sur qui, seuls, repose désormais la charge de la défense nationale. Le rapport entre l'Armée et la Nation s'en est totalement transformé.

En quelques années, le corps le plus national et donc, par vocation, le plus nationaliste, s'est ouvert à la collaboration internationale et, sans forcer les termes, on peut dire que toutes les armées européennes sont devenues post-nationales.

Les meilleurs connaisseurs des armées avaient annoncé, il y a vingt ans déjà, que la suppression du service militaire poserait plus de problèmes à la nation qu'aux militaires eux-mêmes (Saint-Macary, 1980). En effet, la transition à l'armée de métier, déjà préparée de longue date dans de nombreux corps, s'est faite en moins de dix ans sans accroc majeur. La capacité dont a fait preuve cette énorme organisation (la plus nombreuse après l'Education nationale) à se transformer est remarquable et n'a pas été suffisamment mise en valeur. On la croyait rigide et impossible à bousculer, elle était souple et parfaitement prête à encaisser le choc.

En revanche, on peut se demander si le choc n'a pas été ressenti plus profondément par la nation. La désaffection des citoyens à l'égard de la démocratie et de la classe gouvernante, qui s'est révélée en avril 2002, est un contre-choc d'une inquiétude diffuse à l'égard de la République et de sa souveraineté (Mendras 2002).

Depuis dix ans, au ministère de la Défense, la DICOD (Délégation à l'information et à la communication de la Défense) dispose de deux « baromètres » intitulés : « Les Français et la défense nationale » et

« L'image des armées » ; réalisés chaque année en face à face auprès d'un échantillon d'environ 1 000 personnes, ces enquêtes suivent l'évolution des opinions des Français sur la Défense<sup>1</sup>.

C'est dans la perspective de ces transformations qu'il faut lire les résultats des sondages présentés ici. On sait que les Français ont depuis longtemps une image très favorable de leurs armées et de leurs militaires, et ces sondages confirment cette donnée stable depuis de longues années : plus de 80 % de réponses favorables.

Le président de la République a décidé la suppression de la conscription en 1996, date à laquelle les réponses « oui » et « non » se sont croisées à la question : « Un pays comme la France peut-il ou non assurer correctement sa défense sans le service militaire ? ». Encore en 1993, les deux tiers des Français répondaient « non » ; en 1999, ils répondaient « oui ».

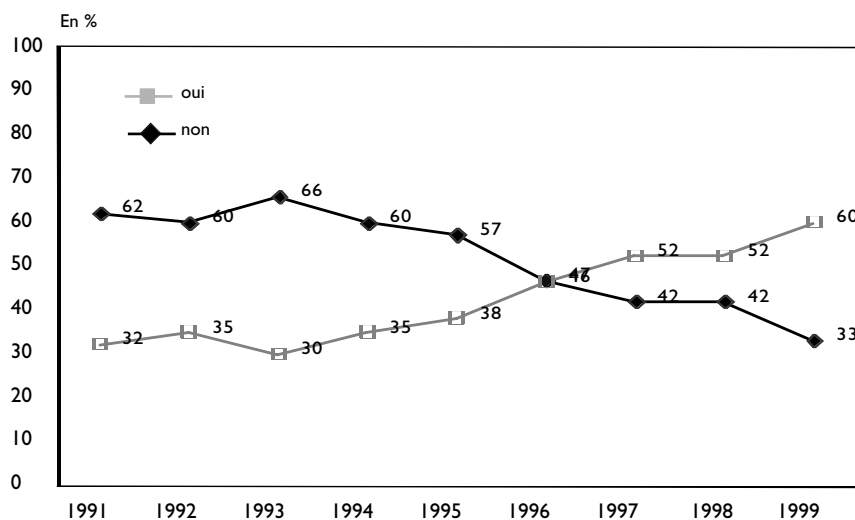
Le service militaire était jusqu'à cette année-là l'occasion pour une large fraction de jeunes Français d'avoir une expérience personnelle de la vie et de l'institution militaires. La suppression du service militaire risque-t-elle de créer un divorce entre les armées et la nation ? Cette inquiétude était très répandue parmi les officiers au moment où cette décision majeure a été prise. Depuis, les résultats des sondages ne semblent pas confirmer cette inquiétude ; il semble même que la suppression du service soit plutôt favorable à l'image de l'armée dans l'opinion publique. Dans les réponses à la question ouverte, la professionnalisation des armées est connotée à l'idée d'une armée plus moderne, plus compétente, plus efficace, toujours mobilisée, avec des militaires mieux formés. En particulier, l'armée donne une meilleure formation professionnelle aux engagés : le pourcentage des opinions à cet égard est passé de 65 % avant 1995 à plus de 80 % en 2001. Les Français sont donc convaincus que, sur le plan militaire, la suppression du service était une bonne décision.

En revanche, une partie de l'opinion reste attachée à l'idée que l'armée est l'institutrice du citoyen et qu'un homme doit « avoir fait son service » pour être un bon citoyen. Une conception forte de la République et de la citoyenneté est associée au service militaire. À un autre extrême, les enseignants de la génération post-soixante-huitarde et qui votent « Vert » ne partagent pas cette variante de l'idéologie républicaine.

---

<sup>1</sup> Je remercie Pascal Vennesson, directeur du Centre des sciences sociales de la Défense, de m'avoir autorisé à utiliser ces résultats dont certains ont été publiés (ministère de la Défense, 2002).

## I. « Un pays comme la France peut-il ou non assurer correctement sa défense sans le service militaire ? »



Source : Baromètre « Les Français et le Défense nationale », Analyses et références, ministère de la Défense, novembre 2002.

L'antimilitarisme reste fort dans une faible minorité du public français : environ 20 % se disent « tout à fait » ou « assez » antimilitaristes ; mais ceux qui se disent « pas du tout » antimilitaristes sont en baisse de 60 à 46 % depuis la suppression du service. Comment expliquer que cette idéologie perdure alors que l'image globale des armées est si favorable ? Bon problème théorique qui se pose au psycho-sociologue...

Sur toutes les données, les réponses favorables à l'armée sont en croissance depuis la suppression du service militaire. Les armées suscitent des sentiments de sympathie, de sécurité et même de fierté à une large majorité, et cette majorité se renforce depuis 1997 : la fierté passe de 59 à 67 %. Cette confiance croissante clairement fondée sur l'idée que les cadres sont compétents et les soldats bien entraînés, en augmentation respectivement de 67 à 79 % et de 49 à 68 %. Les grandes écoles d'officiers sont considérées comme un point fort de nos armées, de manière stable par 80 % des répondants. Le niveau technique des armements, l'arme nucléaire, la valeur des officiers et des sous-officiers, leur compétence professionnelle sont également vus avec faveur par une large majorité, de 60 à 80 %.

Les officiers sont perçus comme des hommes d'action, prêts à sacrifier leur vie s'il en est besoin et de plus en plus ouverts au dialogue, hommes de caractère (90 %), loyaux envers l'Etat et la République, animés par un idéal et un sens de l'honneur ; en revanche

ils ont une conception dépassée de l'autorité et se mêlent peu aux civils (60 % en 1994 et 76 % en 2001). De même, les sous-officiers obtiennent certes des scores moins élevés, mais en forte croissance, si bien que depuis la suppression du service, ils se rapprochent des officiers. L'armée de terre, qui rassemblait le plus grand nombre d'appelés et jouissait d'une moins bonne image que les autres armées, a vu son image rejoindre celle des autres en gagnant 20 points dans les sondages. Enfin, on peut se demander sur quoi se fonde l'opinion sur « l'efficacité de notre stratégie militaire » ; or, elle est majoritaire, et en nette progression.

Depuis la chute du Mur de Berlin, la menace s'est déplacée : elle ne vient plus de l'Est de l'Europe mais du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Les Français, en majorité, considèrent que le terrorisme est la menace la plus préoccupante ; ils ont même été les deux tiers à le penser en 1996, puis ce pourcentage a baissé jusqu'à 37 % en 2000 pour remonter à 48 % en 2001, avant le 11 septembre. Par ailleurs, la crainte d'une attaque nucléaire est montée régulièrement de 13 à 28 % depuis 1997 ; en revanche, les Français ne redoutent plus un conflit classique. Si l'on demande d'où vient la menace, l'Algérie est citée en premier encore par 27 % des Français en 2001, le maximum ayant été atteint en 1975 avec 57 %. L'Irak vient en second, variant de 12 à 30 % selon la conjoncture internationale. Le Japon, qui paraissait menaçant à 34 % des Français en 1991, ne l'est plus que pour 8 % d'entre eux. Et, curieusement, en troisième, les États-Unis étaient déjà perçus comme menaçants pour « la France et ses intérêts dans le monde » par un cinquième des Français en 1992 (20 %), puis par un quart des Français en 2001 (24 %). Résultat corroboré par les réactions anti-américaines qui ont suivi le déclenchement de la guerre contre l'Irak.

Confirmant cette attitude, aujourd'hui plus de réponses sont favorables à une alliance militaire européenne indépendante des États-Unis (33 %), contre une alliance Europe-États-Unis (29 %), alors qu'en 1997, le rapport était favorable aux États-Unis : 48 % contre 27 %. La création d'une force armée européenne est accueillie avec faveur par 80 % des réponses, mais, cependant, un quart des réponses sont favorables à « une défense nationale totalement indépendante », montrant bien que l'abandon total de la souveraineté militaire continue à préoccuper une minorité de citoyens. Selon un sondage IPSOS, les Français sont les plus nombreux (78 %), avec les Anglais (77 %), à penser que l'Europe devrait pouvoir agir sans l'appui des États-Unis, tandis que les Italiens et les Espagnols sont plus partagés (68 et 59 %).

Enfin, l'évolution la plus marquante est la diminution des « sans opinion », qui passe de 22 % en 1991 à moins de 1 % aujourd'hui : visiblement, les Français sont de plus en plus attentifs aux dangers qui les menacent et qui menacent la planète ; on comprend d'autant mieux

qu'ils attachent un grand prix à leur système de défense. Il est remarquable que les Français soient, avec les Anglais, les plus nombreux (81 et 77 %) à penser que « les risques actuels pour la paix dans le monde justifient que les forces armées européennes disposent de la technologie et de l'équipement les plus modernes et les plus performants possible », tandis que les Italiens et les Espagnols sont en forte minorité (25 et 29 %) à penser que les risques actuels ne justifient plus un tel équipement. Les Allemands sont entre ces positions (Sondage IPSOS-EADS février 2002).

Pour parer à ces menaces, les trois quarts des Français font confiance à la force de dissuasion nucléaire mais, cependant, ce consensus s'érode lentement depuis dix ans et le pourcentage de ceux qui pensent que la France pourrait assurer sa défense sans force nucléaire a augmenté continûment de 26 % à 43 %. L'emploi des forces armées classiques paraît légitime à la grande majorité des citoyens, tant pour des causes humanitaires que pour assurer le respect du droit international et maintenir la paix dans une région du monde. L'accord est moins unanime pour aller à l'aide des États africains ou répondre à une agression économique (blocus pétrolier). Plus de 80 % des Français pensent que l'invasion du territoire national justifie de se battre au risque d'y laisser sa vie. L'accord est moins fort pour la défense des valeurs de notre société (75 %), ou se porter à l'aide des pays alliés européens (50 %) ou africains (35 %).

Pour l'essentiel, les Français pensent que la politique militaire du gouvernement est satisfaisante puisqu'ils sont, selon IPSOS, 53 % à penser que les crédits militaires doivent rester les mêmes ; les réponses favorables à une augmentation sont passés de 24 % en 2000 à 34 % en 2002, traduisant l'effet du 11 septembre. Augmentation analogue pour la moyenne européenne, de 27 à 37 %. Les Allemands ont été les plus choqués puisqu'ils sont passés de 19 à 42 %, tandis que les Anglais ont peu changé (de 42 à 45 %) ; en Italie, l'opinion s'est retournée : 41 % souhaitent la diminution en 2000 et ils ne sont plus que 26 % en 2002.

Par ailleurs, la sophistication croissante des systèmes d'armes entraîne des coûts de plus en plus exorbitants pour la défense nationale, que le Parlement et le gouvernement ne sont pas disposés à honorer. Les Français ont une idée nette sur ce sujet : le moitié souhaite que le budget militaire reste le même, 22 % qu'il baisse et 21 % qu'il augmente (ce dernier chiffre marque une hausse nette depuis 1999 ; avant cette date il était stable entre 10 et 15 %) ; et seulement 8 % n'ont pas d'opinion. Or, l'administration Bush augmente les crédits militaires, de telle sorte que l'écart s'accroît entre les moyens techniques de l'armée américaine et ceux des armées européennes, c'est-à-dire la France et la Grande-Bretagne, en attendant que l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne renoncent à leur tour à la conscription.

C'est donc bien à la nation que la professionnalisation et la technicisation des armées posent des problèmes difficiles, et non aux militaires qui appliquent les directives de la politique gouvernementale.

Les trois quarts des Français pensent que la préparation d'un plan d'équipement des armées pour 2003-2008 est une bonne chose ; un tiers des Français pensent que la situation internationale rend nécessaire un effort supplémentaire de la France et ces derniers sont en augmentation de 32 % à 36 % entre 2000 et 2001. Les 18-24 ans et les plus de 65 ans sont nettement plus favorables à un effort supplémentaire (42% et 43 %) et les Parisiens sont les moins favorables (25 %). Les diplômés du supérieur sont nettement moins favorables (27 %) que les non-diplômés (43 %). Le RPR et le Front national sont favorables en majorité (54 et 52 %), les Verts les moins favorables (22 %). Pour les trois quarts des Français, les questions de défense doivent dépasser les clivages politiques. Et de même, les trois quarts des Français ont le sentiment que la sécurité de la France sera « bien assurée dans les dix années à venir ».

Malgré ces opinions favorables aux équipements modernes, les Français n'en sont pas moins très défavorables aux industries de l'armement. Le marchand de canons reste un personnage répugnant et cela de manière très stable : près de deux Français sur trois désapprouvent l'exportation d'armes. De même, les trois quarts des Français approuvent les différentes mesures prises par le gouvernement dans sa politique de défense, notamment la création d'une journée « d'appel de préparation à la défense ».

Reste le grand problème du rapport entre les valeurs héroïques traditionnelles du soldat et l'évolution du système de valeurs dominant des Français. Des études récentes ont montré qu'on ne peut plus opposer des systèmes de valeurs et des idéologies contrastés comme il en existait autrefois ; les Français partagent une grande configuration idéologique commune ; on peut distinguer des accents différents, mais sur des éléments particuliers (Lemel et Bréchon, 2002). Or, par rapport à ce consensus, les valeurs militaires traditionnelles sont en rupture visible : l'autorité, la discipline, la vocation, le dévouement et, surtout, le rapport à la mort. Pour autant, l'héroïsme n'a pas perdu sa valeur de modèle, et la prouesse demeure exaltée, notamment chez les sportifs. En ce sens, le baroudeur, incarné par le parachutiste, est un modèle qui conserve son aura.

Les différences d'opinion sont faibles entre les catégories de population. Curieusement, dans l'agglomération parisienne, on trouve les scores les plus faibles d'intérêt pour la chose militaire et dans les villes moyennes (20 000 à 100 000 habitants), les scores les plus élevés. Les différences faibles entre les catégories socioprofessionnelles sont plus marquées par le niveau de diplôme : un diplômé de l'enseignement

supérieur est peu favorable à l'armée. L'avancée dans l'âge a toujours été favorable à l'armée, mais on note un intérêt nouveau dans la génération des 18-30 ans ; ce qui correspond à un retour des valeurs d'autorité et de règles qui est apparu nettement dans les enquêtes européennes sur les valeurs. Selon Etienne Schweisguth : « Dans la période immédiatement postérieure à mai 1968, la référence à l'autorité évoquait pour beaucoup l'autorité subie qui exigeait le respect inconditionnel dû aux supérieurs et le respect de l'ordre ancien dans le domaine des mœurs. Aujourd'hui, le changement des mœurs est acquis et l'exercice rigide de l'autorité est en déclin. On peut donc penser que nombreuses sont les personnes interrogées qui ont répondu en pensant non pas à l'autorité qui s'exerce sur elles, mais l'autorité qu'il est nécessaire d'exercer sur les autres pour assurer l'ordre en réaction à la montée des diverses violences, incivilités et délinquances [...] Pour les Français, en particulier pour les plus jeunes, la liberté privée n'apparaît plus contradictoire avec l'ordre public. Le changement est même apparu dans l'honnêteté dans les rapports financiers entre l'État et les citoyens [...] La question reste ouverte de savoir si la demande de règles et d'autorité que l'on enregistre actuellement traduit une évolution à long terme de la culture française » (Schweisguth in Bréchon, 2000).

Par ailleurs, le consensus sur un fonds commun de valeurs va de pair avec une tolérance de plus en plus forte à l'égard des différences, et même un respect pour ces différences. Par cela les militaires ne sont pas invités à se fondre dans le fonds majoritaire, au contraire, ils sont les bienvenus en cultivant leurs différences.

La transformation du métier, qui est peu révélée par les questionnaires analysés ici, rapprochent la fonction militaire d'une tendance forte et en croissance, favorable à la fraternité humanitaire sous toutes ses formes. Le rôle du défenseur de la paix et le protecteur du faible, rôle traditionnel du chevalier, répond parfaitement à cette attente et explique sans doute une partie de l'augmentation des jugements favorables aux militaires dans les années récentes. L'image du général Morillon, opposée à celle de Mladic, donne un nouveau visage au soldat. Par ailleurs les études ont montré un retour net des opinions favorables à l'autorité et à la règle, qui ne sont plus perçues comme des impératifs, ne sont plus imposées par des magistères sociaux, qui brident l'indépendance de chacun, mais, au contraire, comme des conditions collectives nécessaires qui assurent le respect de son indépendance (Schweisguth, in Bréchon, 2002). L'armée est clairement perçue comme une institution qui assure le maintien de l'ordre et d'une sécurité qui sont la condition de la liberté de chacun.

## Références bibliographiques

LEMEL, Yannick, 2000, « À la recherche des systèmes de valeurs des Français » in Pierre BRÉCHON (dir.), *Les valeurs des Français*, Paris, Armand Colin, pp. 217-238.

MENDRAS, Henri, 2002, « À la recherche d'une souveraineté perdue », in *La France que je vois*, Paris, Autrement, pp. 136-149.

SAINT MACARY, Pierre, 1980, « Vivre l'arme au pied », in Henri MENDRAS (dir.), *La Sagesse et le désordre*, Paris, Gallimard, pp. 195-218.

SCHWEISGUTH, Etienne, 2000, « Liberté, autorité et civisme, trente ans après mai 68 » in Pierre BRÉCHON (dir.), *Les valeurs des Français*, Paris, Armand Colin, pp. 157-178.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE, 2002, « 10 ans de sondages : les Français et la défense », *Analyses et références*, novembre.



# LES 6-14 ANS ET LES ÉQUIPEMENTS CULTURELS

## DES PRATIQUES ENCADRÉES À LA CONSTRUCTION DES GOÛTS \*

**Sylvie Octobre**

*Ministère de la Culture et de la Communication  
Département des Études et de la Prospective*

Dans le cadre de son programme « Publics et pratiques culturelles », le Département des études et de la prospective du ministère de la Culture et de la communication réalise régulièrement des enquêtes auprès des Français. Ces enquêtes ont permis d'explorer les pratiques des adolescents et des jeunes adultes (Patureau, 1992), de confirmer l'existence d'un « univers culturel » (Donnat, 1994) <sup>1</sup> propre aux jeunes.

### Degré de familiarité des jeunes avec les équipements culturels

Le niveau de connaissance des équipements culturels des 6-14 ans — le fait « d'avoir fréquenté au cours de sa vie » un équipement culturel — est remarquablement élevé : 98,5 % des enfants ont effectué au moins une sortie culturelle au cours de leur vie (musée, monument,

\* Cet article présente partiellement la communication de l'auteur au colloque organisé par le ministère de la Culture et de la Communication, Département des études et de la prospective : « Les Publics : politiques publiques et équipements culturels », organisé en partenariat avec Sciences Po au Louvre les 28-29-30 novembre dernier. Il sera publié *in extenso* dans une publication à paraître aux Presses de Sciences Po.

1. L'univers culturel peut être défini comme un « ensemble de connaissances, de goûts, et de comportements culturels suffisamment homogènes et stables pour caractériser le rapport à la culture de certaines catégories de population ». Ce qu'on désigne souvent sous le terme de « culture jeune » est en réalité l'univers culturel des grands adolescents (15-19), qui peut se prolonger plus ou moins longtemps en fonction des rythmes et des formes d'insertion professionnelle et familiale. Car les comportements et les goûts culturels qui caractérisent le mieux les jeunes en regard de leurs aînés se retrouvent à l'état le plus « pur » chez les adolescents, en raison d'une plus grande homogénéité de leurs conditions de vie (scolarité et cohabitation chez les parents pour la grande majorité).

concert, théâtre, spectacle), 96,5 % ont fréquenté un cinéma et 92 % une bibliothèque.

Le terme de « sortie culturelle » recouvre des pratiques variées. Le *pôle du patrimoine* est le plus connu (91 % des enfants sont allés dans un musée, 86,5 % dans un monument ou un château). À l'exception des spectacles enfantins, qui bénéficient d'une large audience (87 % des moins de 15 ans sont déjà allés au cirque, 77,5 % voir un spectacle de marionnettes), le *pôle du spectacle vivant* connaît une diffusion plus restreinte et concerne seulement un enfant sur deux en moyenne (53,5 % pour le théâtre, 47 % pour la danse). On note un fort clivage interne entre type de concerts : les concerts de chanteur, de groupe ont attiré deux fois plus de jeunes que les concerts de musique classique (38,5 % contre 19 %).

La connaissance de ces équipements semble se diffuser au fil des générations. Les moins de 15 ans connaissent presque tous les équipements culturels, plus que l'ensemble de la population. Ce mouvement s'est accéléré puisque presque tous les taux de fréquentation cumulée des moins de 15 ans dépassent ceux de leurs aînés immédiats, les 15-19 ans (de 6 à 17 points). On note un mince effet retard pour le théâtre, qui semble être découvert plus tard, au cours de la « grande » adolescence, et un écart plus important en ce qui concerne la fréquentation des concerts classiques, pratique rare et plus tardive, encore que les moins de 15 ans semblent plus familiers que leurs aînés immédiats. La musique classique sortirait-elle de la niche dans laquelle la désaffection des jeunes générations l'avait plongée (Donnat, 1998) ? Ou cet intérêt n'est-il que transitoire ?

	Sont allés au cours de leur vie...		
	Moins de 15 ans (source PCJ 02)	Plus de 15 ans (source PCF 97)	Dont 15-19 ans (source PCF 97)
Cinéma	96,5	95 %	96,5
Bibliothèque	92 %	—	—
Musée	91 %	78 %	85 %
Monument	86,5 %	71,5 %	68,5 %
Théâtre	53,5 %	57 %	56,5 %
Concert de musique classique	19 %	28,5 %	11 %
Concert de groupe, de chanteur	38,5 %	29,5 %	29 %
Spectacle de cirque	87 %	77,5 %	72 %
Spectacle de danse	47 %	32 %	30 %
Spectacle de marionnettes	77,5 %	—	—
Spectacle de rue	70 %	53 %	53,5 %

La « fréquentation actualisée » des jeunes est également remarquablement élevée : depuis la rentrée scolaire, 64 % sont allés au cinéma, 50 % ont effectué une sortie culturelle et 41 % sont allés dans une bibliothèque en un trimestre. Les moins de 15 ans fréquentent plus les cinémas et les bibliothèques en un trimestre que le reste de la population française en une année.

	Sont allés... (en %)		
	Moins de 15 ans (source PCJ 02) Depuis la rentrée scolaire (un trimestre)	Plus de 15 ans (source PCF 97) 12 derniers mois	Dont 15-19 ans (source PCF 97) 12 derniers mois
Cinéma	64	49	87
Bibliothèque	41	31	63
Sortie culturelle	50	69	80

Les rythmes de fréquentation des équipements varient fortement entre sorties « courantes » et sorties « rares », ce qui reflète la logique de l'offre culturelle. Le cinéma est un équipement familier pour de nombreux jeunes tandis que la fréquentation de la bibliothèque est plus rare et a un rythme plus faible, avec une opposition forte entre non pratiquants et pratiquants très familiers. Enfin, les sorties culturelles traditionnelles, à la fois par leur caractère de sortie et leur caractère culturel, s'inscrivent dans le temps de manière exceptionnelle : la plupart des enfants ont approché les musées, les monuments, les lieux de spectacle et les concerts 1 à 2 fois dans leur vie (respectivement 35 %, 39 %, 35,5 % et 33,5 %).

Ainsi, le rythme de fréquentation d'un *passionné* de musées, de monuments, de lieux de spectacle ou de concerts — y être allé 5 fois ou plus dans sa vie (respectivement 25 %, 17 %, 22 % et 8 %) — correspond au bas de la tranche inférieure de fréquentation du cinéma (35 % y sont allés de 1 à 9 fois au cours de leur vie).

Pour approcher les jugements de goûts portés par les enfants sur leurs pratiques, on a demandé aux CM2-3<sup>e</sup> de dire quel était leur degré d'attachement à la fréquentation des équipements culturels qu'ils connaissaient. En mêlant description objective des pratiques et prise en compte des goûts, on distinguera alors trois temps de la fréquentation des équipements culturels, qui correspondent aux transitions entre sphère enfantine et sphère adolescente et à la prise croissante d'autonomie.

— À l'entrée en CP, la plupart des enfants ont déjà été sensibilisés aux équipements culturels. Les taux de fréquentation cumulée sont élevés : 5 sorties ont déjà attiré plus de 75 % des enfants de CP au cours de leur vie, au rang desquelles le cinéma (90,5 %) et la

bibliothèque (81 %). Le pôle du spectacle vivant est surtout occupé par les spectacles pour enfant (cirque, 87 % marionnettes 80 %), les autres formes de spectacles étant connues d'un faible nombre d'élèves de CP (théâtre 37,5 %, concert classique 15,5 %, concert de groupe 23,5 %, danse 33,5 %) à l'exception des spectacles de rue que 6 enfants sur 10 connaissent dès cet âge. Le pôle du patrimoine est également largement connu, qu'il s'agisse des musées (75 %) ou des monuments (70 %).

L'agenda des loisirs des élèves de CP privilégie le cinéma (58 %) et les sorties culturelles (57,5 %) devant la bibliothèque (37 %). Outre le fait que les faibles capacités de lecture expliquent quasi naturellement la faible attraction de la bibliothèque, le rapprochement entre cinéma et sortie culturelle met en évidence l'importance du caractère de « sortie » et de sociabilité, le plus souvent familiale à cet âge.

— Durant le primaire, le niveau de connaissance des équipements culturels augmente en raison de la superposition des occasions de fréquentation – familiales, scolaires, notamment pour les bibliothèques (+ 12,5 points), les musées et les monuments (+ 18 points chacun), la danse (+ 10 points). On y lit clairement la trace de l'incitation scolaire : les sorties patrimoniales sont particulièrement développées dans les premières années du primaire. Quant au bon score de la danse, peut-être est-il à mettre en relation avec la part des enfants la pratiquant du CP au CM2 (10 % de enfants environ font de la danse).

— En CM2, une double évolution s'opère : d'une part, l'autonomie des enfants a crû avec l'âge, notamment en matière de choix de contenus et de sorties ; d'autre part, ces derniers ont incorporé les valeurs de la culture scolaire. On en voit la trace dans l'agenda de leurs sorties : le premier poste de sortie reste le cinéma, qui progresse (63 %). L'attractivité de la bibliothèque augmente parallèlement au passage des classes pour devenir le second poste de fréquentation (45 %). La bibliothèque semble alors être à la fois un lieu de prolongation de l'école, de rentabilisation et d'investissement scolaires mais également de loisir : en cas de frustration de pratique, 62,5 % des élèves de CM2 déclarent que la bibliothèque leur manquerait, soit plus que le manque généré par la frustration de sortie au cinéma (48 %).

L'attitude générale à l'égard des autres équipements culturels est positive : 81 % des élèves de CM2 aiment les musées, 84,5 % les monuments, 90 % les concerts et 85 % les spectacles, et cet attachement semble prononcé, notamment pour les musées : la part de ceux qui aiment beaucoup ces équipements est respectivement de 51 %, 38,5 %, 37 % et 38,5 %. Mais cette attitude ne se traduit pas dans le niveau de fréquentation actualisée, qui baisse de 13 points : 44,5 % des CM2 ont effectué une sortie culturelle. Le désencadrement progressif des sorties culturelles est défavorable à ces équipements culturels et n'est pas enrayeré par la bonne image de ces établissements,

soit qu'étant suffisamment autonomes pour les fréquenter hors de toute contrainte familiale ou scolaire, les CM2 n'en aient pas envie, soit qu'ils ne soient pas suffisamment autonomes pour fréquenter seuls certains équipements culturels, notamment ceux dont les prestations sont nocturnes.

— Les années « collège » sont marquées par une prise de distance progressive par rapport à la culture scolaire.

La bibliothèque quitte peu à peu le champ des préférences des adolescents : la fréquentation actualisée ainsi que l'attachement à cette fréquentation baissent de 15 et 10 points pour s'établir respectivement à 30 % et 51 %.

— Les années collège sont également celles au cours desquelles les jeunes adolescents affirment leur identité face aux parents et cherchent des domaines où matérialiser cette affirmation de soi. Le cinéma devient le lieu privilégié d'expression des goûts et d'autonomisation des choix et accueille 76 % des enfants de 3<sup>e</sup> (soit 13 points de plus qu'en CM2). Cette augmentation est surtout due à une augmentation de la part des spectateurs réguliers ou assidus : la part de ceux qui y sont allés 3 fois et plus augmente de 15 points. Mais il n'est pas pour autant l'équipement le plus important dans la constitution d'une identité jeune, puisque le sentiment de manque généré en cas de frustration de pratique augmente peu (50,5 %, soit + 2,5 points).

Les sorties culturelles sont toujours effectuées par 44,5 % des adolescents en 3<sup>e</sup>. Le goût pour les musées et les monuments baisse de 4 et 2 points, diminution largement imputable aux forts amateurs (la part de ceux qui aiment beaucoup chute respectivement de 17 et 19 points) ; tandis que le goût pour le concert augmente de 6 points et que la part des grands amateurs s'élève de 17 points. La connaissance du théâtre progresse rapidement avec le passage au collège : il faut sans doute y voir les effets conjugués de la spécialisation de l'enseignement et de certaines activités périscolaires, mais également celui du développement des sorties nocturnes. Pour les concerts de groupe ou de chant, la 3<sup>e</sup>, classe transitoire dans laquelle certains des « habitus » lycéens sont incorporés, favorise le développement des pratiques de sorties « jeunes ».

## Le jeu des influences : famille, école, copains

Le comportement des moins de 15 ans est donc largement défini par les instances de socialisation auxquelles ils sont confrontés : famille, école, groupe des pairs. Le jeu croisé des influences détermine la position des équipements culturels par rapport à l'univers culturel des

jeunes, dans un continuum de représentations qui irait de l'équipement perçu comme para-scolaire à l'équipement « jeune ». On peut en trouver deux indicateurs : l'accompagnement des pratiques d'une part et le lien entre pratiques des parents et pratiques des enfants d'autre part.

La dimension d'accompagnement est prédominante dans la fréquentation des équipements culturels : dans 9 cas sur 10, leur fréquentation se fait à plusieurs (à l'exception de la bibliothèque qui développe une fréquentation solitaire, liée aux caractéristiques intrinsèques de la lecture). Ce phénomène est évidemment lié à l'âge, notamment parce que les enfants dépendent d'adultes pour leur mobilité. La nature de cet encadrement — pratique familiale, scolaire ou de sociabilité jeune — renseigne sur l'inscription symbolique des pratiques et explique l'évolution de la fréquentation dans le temps.

— Dans le cinéma, l'avancée en âge est marquée par un déplacement de l'accompagnement parental (1/3 des enfants vont au cinéma avec la mère et 1/4 avec le père en CM2) et intra-fratrie (1/3 des enfants y vont avec les frères et sœurs) vers le développement d'une *sociabilité jeune* : dès la 6<sup>e</sup> le poids de l'accompagnement des camarades de classe (44 %) dépasse celui des parents (40 % la mère et 35 % le père). Cet écart se creuse au fil de l'avancée en âge : en 3<sup>e</sup>, 70 % des adolescents vont au cinéma entre copains.

— La pratique de la bibliothèque est largement *liée à l'école*, non seulement à ses valeurs — la lecture — mais également à ses modes de fonctionnement, et ce, de manière croissante au fil des âges. Il s'agit de la pratique la plus sensible au niveau scolaire de l'enfant : la probabilité de fréquenter une bibliothèque augmente de 7 points pour les enfants ayant sauté une classe et diminue de 10 points pour les enfants ayant redoublé. Les lieux de fréquentation ancrent cette pratique dans le champ scolaire : la bibliothèque la plus fréquentée est celle de l'école (82,5 %), suivie de la bibliothèque municipale (67 %) <sup>2</sup>. Cet ancrage scolaire est renforcé par les usages les plus fréquents des bibliothèques : dans près d'un tiers des cas, les adolescents vont à la bibliothèque pour faire leurs devoirs, et pour près de 60 % pour faire des recherches en rapport avec l'école, tendance qui s'accroît avec l'avancée en âge à mesure que la pression scolaire s'accroît. L'accompagnement parental, deux fois plus pris en charge par les mères, est caractéristique des plus jeunes. Si la pratique de lecture favorise « naturellement » le développement d'une fréquentation solitaire des bibliothèques (plus de la moitié de la fréquentation dès la 6<sup>e</sup>), une sociabilité jeune s'établit néanmoins durant les années collège (plus de la moitié de la fréquentation se fait entre copains) correspondant au développement d'un nouvel usage des bibliothèques, pour lequel le travail d'équipe sur les exercices scolaires sert d'alibi.

2. Ce qui explique que moins de 2 enfants sur 5 soient inscrits dans une bibliothèque.

— Les musées et les monuments bénéficient des incitations conjuguées de *l'environnement familial et de l'environnement scolaire*. Le musée est l'équipement qui bénéficie le plus des efforts de sensibilisation de l'école : 75 % des enfants sont allés au musée dans le cadre scolaire. Par ailleurs, il est caractérisé par une forte dimension familiale (parental : 68% des enfants y vont avec la mère, 60 % avec le père, et fraternel : 55,5 % avec les frères et sœurs). Dans les monuments, c'est l'accompagnement familial qui prévaut, à la fois parental (75 % pour la mère et 70 % pour le père) et fraternel (63,5 % avec les frères et sœurs), complété par les efforts importants de l'école (61,5 % des enfants sont allés dans un monument dans le cadre scolaire).

— Dans les lieux de concerts, *l'incitation familiale est complétée*, mais pas remise en cause, au fil de l'avancée en âge, *par la sociabilité jeune* : les mères sont présentes dans 53 % des cas, les frères et sœurs dans 57,5 % et les pères dans 65 %. La présence des copains est multipliée par plus de 2 de la fin du primaire à la fin du collège et atteint 58,5 % des cas en 3<sup>e</sup>. Le rôle des frères et sœurs se situe à l'articulation entre modèle parental et modèle jeune : ils partagent avec les premiers l'inscription familiale et avec les seconds les caractéristiques de classes d'âge. En 3<sup>e</sup>, c'est *la sociabilité intra-fratrie* est la plus courante dans la fréquentation des concerts (62 %).

— Dans les lieux de spectacles, les *trois types d'incitation se conjuguent*. La prédominance reste à l'entourage familial (80 % la mère, 71 % les frères et sœurs et 69 % le père), qui est complétée par une incitation scolaire (50,2 %) stable durant tout le collège, tandis qu'une sociabilité jeune spécifique se développe (son poids double de la fin du primaire à la fin du collège pour atteindre un niveau supérieur à l'incitation scolaire 54 %).

La présence du cinéma, des lieux de concerts et lieux de spectacle, dans les pratiques favorites des jeunes s'explique par le développement d'une sociabilité juvénile autour de leur fréquentation. Mais cette explication ne serait pas suffisante à expliquer l'attachement que les jeunes y portent. C'est sans doute que la fréquentation de ces lieux véhicule un rapport au monde des adultes, et notamment à celui des parents, de l'ordre de la distanciation et de l'affirmation d'une identité.

Autrement dit, les jeunes affirment-ils leur différence par rapport à leurs parents dans leur rapport aux équipements culturels, notamment les cinémas, lieux de concerts et de spectacles ?

On peut esquisser une typologie des équipements culturels en fonction de la statique ou de la dynamique intergénérationnelle de leur fréquentation :

— Les équipements culturels caractérisés par une *reproduction de pratiques parentales* : le cinéma (54% de taux de reproduction positive

et 17 % de diffusion positive<sup>3</sup>), les musées (52 % et 28,5 %) et les monuments (53,5 % et 28 %). La fréquentation de ces équipements bénéficie des incitations, modèles ou accompagnement parentaux, mais parvient également à ne pas en être totalement dépendante, ce qui lui permet, grâce aux incitations réalisées dans d'autres instances de socialisation, comme l'école et le groupe des pairs, de conquérir des publics jeunes.

— Les équipements caractérisés par une *attraction de publics nouveaux* : c'est le cas des concerts (respectivement 38 % et 27 %). On en trouve une explication dans les effets de générations qui caractérisent la fréquentation des concerts. Les jeunes sont attirés par ce type de manifestations, qu'ils aient été sensibilisés dans l'environnement familial ou pas (27,5 % et 11,5 %) alors que le taux de diffusion de la pratique chez leurs parents est encore assez bas (34 %). Par ailleurs, des effets d'âges jouent, qui font que certains enfants, exposés à la pratique parentale, ne développent pas (encore) une pratique (11,5 %).

— Les équipements caractérisés par la *reproduction de la non pratique* : la bibliothèque a du mal à intégrer les foyers dans lesquels les parents ne la fréquentent pas, et ce, même si la bonne volonté à l'égard de la lecture est largement répandue : 80 % des mères et 65 % des pères déclarent inciter leur enfant à lire. La dynamique de la fréquentation provient autant de l'attraction de publics nouveaux que de la perte de publics exposés à la pratique parentale (17,5 % et 18,5 %).

— Les équipements caractérisés par une *forte dynamique, par attraction de publics nouveaux* : c'est le cas du théâtre et du spectacle (62 % et 49,5 %). Par ailleurs, la sensibilisation des enfants dans la sphère familiale permet la transmission de la pratique (31 % et 33,5 %). Les publics sensibilisés qui se « perdent » sont rares (3,5 % et 5,5 %) : il faut sans doute y lire le succès des formes de spectacles adaptés aux enfants, qui font qu'à la différence du concert, l'effet de retard dû au jeune âge se sent peu. Peut-être faut-il également imputer cette attraction de publics nouveaux aux effets de l'école qui permet à des jeunes non exposés dans leur milieu d'origine à ce type de pratique de la découvrir<sup>4</sup>.

---

3. On appellera « diffusion positive » la part des pratiques des enfants qui ne sont pas liées à celles de leurs parents, ce qui correspond à un effet d'apparition intergénérationnel des pratiques. Le score de diffusion positive relativement faible du cinéma s'explique par le faible nombre d'adultes n'ayant pas fréquenté un cinéma au cours des 12 derniers mois : dans 67,5 % des cas, au moins l'un des deux parents est allé au moins une fois au cinéma (versus 59 % pour le patrimoine musées et monuments, 23,5 % pour le théâtre, 34 % pour les concerts, 42 % pour la bibliothèque, 37,5 pour le spectacle).

4. Rappelons par ailleurs qu'il s'agit de pratiques rares chez les parents : dans 23,5 % des familles, l'un des parents au moins est allé au théâtre et dans 37,5 % voir un spectacle.



Ceci confirme la robustesse du schéma explicatif de reproduction sociale des habitus culturels tout en cernant la place du changement culturel à l'œuvre dans la fréquentation intergénérationnelle des équipements culturels.

## Les différenciations sexuées des pratiques et des goûts

Des différences sexuées marquent la fréquentation des équipements culturels. De manière générale, les filles ont accumulé une expérience des équipements culturels plus éclectique que les garçons. Cette tendance s'amorce dès le primaire (1 fille sur 3 a fréquenté au cours de sa vie au moins 7 des 10 types de sorties culturelles proposées versus 29 % pour les garçons) et s'accroît au collège (plus de la moitié des filles en a fréquenté au moins 7 versus 39,5 % pour les garçons).

Pour expliquer plus avant ces différences, il faut sans doute distinguer plusieurs registres d'influence du « genre » : celui des modèles éducatifs, celui des goûts sexués, celui de la construction des identités, tous trois largement imbriqués.

— On peut saisir la spécificité du « modèle éducatif » des filles par l'observation du rapport des petites filles aux équipements culturels avant les effets de la scolarisation. À l'entrée en CP, les filles sont caractérisées par une socialisation plus précoce et plus massive aux équipements culturels, notamment aux plus représentatifs de la culture dite « légitime ». Elles ont pour chaque équipement culturel une expérience cumulée plus importante que les garçons. Les écarts sont faibles — moins de 5 points — pour la fréquentation des musées, des bibliothèques, des concerts. Ils augmentent — entre 5 et 10 points — pour le cinéma, le cirque et les spectacles de rue et sont maximum pour la fréquentation des monuments et des spectacles de danse (plus de 20 points). Par ailleurs, les filles se distinguent de leurs camarades masculins par une pratique plus importante : de 14 points supérieure pour la bibliothèque, de 13,5 % pour les sorties culturelles et de 9,5 points pour le cinéma. À cet âge, il s'agit probablement bien plus de « sexualisation » des normes éducatives parentales que de goûts sexués.

La scolarisation atténue les différenciations liées à la connaissance des équipements puisque l'effet de diffusion joué par les activités scolaires concerne de la même manière tous les élèves quel que soit leur sexe. On note cependant que les filles restent durablement plus précoces dans le pôle « concerts et danse » qu'elles découvrent en primaire (de 7,5 à 10 points de plus que les garçons) et investissent

au collège (de 17 à 31 points de plus). Par ailleurs, l'école ne parvient pas à atténuer les différences des rythmes de fréquentation selon le sexe, toujours favorables aux filles

— Mais la fréquentation des équipements culturels est également marquée par le caractère sexué de la *construction des identités*, tant au sein de la famille qu'entre pairs. L'identité de la fille se construit plus que celle des garçons dans les relations d'échange et de communication, et dans l'intersubjectivité (Irigay, 1990). Ainsi, les filles se construisent dans la relation à la mère, au-delà de la relation purement éducative. Avec l'avancée en âge, les filles maintiennent plus que les garçons un niveau de fréquentation familial élevé, marqué par une polarisation sexuée intra-familiale croissante qui n'est pas doublée par celle, symétrique, qui relierait le père à son fils. En 3<sup>e</sup>, les filles vont plus avec leur mère au concert (+ 16 points), au cinéma (+ 11 points), à la bibliothèque (+ 10 points), au spectacle (+ 7 points) dans les monuments (+ 6 points). Et ces mères ont un niveau d'investissement dans la vie culturelle supérieur aux pères. Les filles sont donc plus proches des lieux de la vie culturelle. Par ailleurs, les filles développent plus tôt que les garçons un goût de la sociabilité. Dès le CM2, le poids de la sociabilité juvénile est supérieure de 3 points (musée, spectacle) à 15 points (bibliothèque) chez les filles et ce trait s'accroît jusqu'en 3<sup>e</sup>, avec des écarts de 13,5 à 29 points, dans l'ensemble des équipements culturels, à l'exception du cinéma. Ainsi, les modalités de construction de l'identité féminine favorisent la fréquentation des équipements culturels par les filles.

— Les deux premiers points s'imbriquent dans la construction des *goûts* des filles. Les filles déclarent un attachement plus important que les garçons à la fréquentation de tous les équipements culturels. Elles sont plus fidèles aux formes de la culture légitime que les garçons sont plus précoces à remettre en cause. Elles ne commencent à délaisser les bibliothèques, tant en termes d'inscription que de fréquentation actualisée, qu'en 4<sup>e</sup>, c'est-à-dire deux ans plus tard que les garçons. Et celles qui continuent de fréquenter les bibliothèques se déclarent nettement plus attachées à cette pratique que leurs homologues masculins (19 points de plus en 3<sup>e</sup>). Ce goût des filles pour la bibliothèque — et la pratique qui la sous-tend, la lecture — se double d'un rejet par les garçons d'une activité devenue « féminine » : terrain occupé majoritairement par les filles, face à des médiateurs majoritairement femmes (les bibliothécaires), et des prescripteurs femmes (les institutrices et enseignantes). Ensuite, les filles font part d'un attachement particulier et croissant au domaine du spectacle (9 points de plus que les garçons en CM2, 18 points en 3<sup>e</sup>).

Traiter de la fréquentation des équipements culturels par les moins de 15 ans requiert donc un éclaircissement sémantique des objectifs de sensibilisation aux équipements culturels : s'agit-il de conférer aux

enfants un « bagage culturel minimum obligatoire » qui s'accroît indéniablement au fil des générations ? De moins en moins de Français sont exclus des équipements culturels, grâce aux progrès de la scolarisation, de la diffusion sociale des pratiques culturelles. En revanche, la prise en compte des spécificités d'âges des moins de 15 ans est relativement faible, comme l'atteste le désengagement progressif des jeunes des équipements culturels traditionnels dès lors qu'ils gagnent en autonomie de décision. Ce qui implique de poser trois questions.

— Existe-t-il aujourd'hui dans les équipements culturels de la culture légitime, lieux de patrimoine et de spectacle, une médiation adaptée, spécifiquement culturelle (donc différente de la médiation scolaire) ? Certains équipements sont marqués du sceau de la culture scolaire et risquent de se voir délaissés par les jeunes, dès lors que le rejet des valeurs scolaires, ou la prise de distance par rapport à elles, sera synonyme d'éloignement des lieux de sa diffusion. La question se pose de manière différente dans deux équipements : les bibliothèques et les musées.

— La sensibilisation à certains autres équipements est entièrement laissée à l'initiative parentale et au développement d'une sociabilité « jeune » qui vient s'y substituer progressivement : c'est le cas du cinéma et des concerts. Est-ce par pragmatisme : parce que l'on sait par ailleurs que le public du cinéma et des concerts est majoritairement le fait de jeunes adultes, population que viendront « naturellement » bientôt rejoindre ceux qui ont actuellement moins de 15 ans ? Ou par idéologie : la faiblesse des actions en matière de cinéma à l'école doit-elle laisser penser que la constitution d'une « culture cinématographique » des jeunes Français est moins à l'ordre du jour que la connaissance du patrimoine muséal, et plus largement, qu'une « éducation aux médias » n'est pas nécessaire (Jacquinot, 2002) ?

— Enfin, comment faire bénéficier les équipements culturels de la dynamique de fréquentation jeune drainée par les nouvelles formes d'expression, comme le spectacle de rue, qui se développent par nature hors de ces structures institutionnelles ?

## Références bibliographiques

DONNAT O., 1994 : *Les Français face à la culture : de l'exclusion à l'ecclésiastisme*, Paris, La Découverte, p 239.

DONNAT O., 1998 : *Les pratiques culturelles des Français, enquête 1997*, Ministère de la culture et de la communication/Département des études et de la prospective, Paris, La Documentation Française.

JACQUINOT G. (dir), 2002 : *Les jeunes et les médias*, Paris, GRREM, L'Harmattan, coll. « Débats Jeunesse ».

IRIGAY L., 1990 : *Je, Tu, Nous*, Paris, Grasset.

PATUREAU F., 1992, *Les pratiques culturelles des jeunes : les 15-24 ans à partir des enquêtes sur les pratiques culturelles des Français*, ministère de la Culture, de la Communication et des grands travaux/ Département des études et de la prospective, Paris.